La France est-elle prête à affronter une nouvelle crise sanitaire ?

MARDI 14 AVRIL À 14H30

SÉANCES PUBLIQUES PUBLIÉE LE 14/04/2026

Saisine liée : CRISES SANITAIRES : PRÉVENIR, ANTICIPER, COORDONNER

Formation de travail liée : COMMISSION AFFAIRES SOCIALES ET SANTÉ

La France est-elle prête à affronter de nouvelles crises sanitaires ? Six ans après la Covid-19, qui en trois mois a impacté la population de la planète, le CESE fait le point sur sa gestion et élargit sa réflexion pour les crises sanitaires à venir. Quelles urgences pour consolider la prévention ? Et quelles priorités pour une société mieux préparée et plus confiante ?

Le CESE a ouvert sa mandature pendant la crise de Covid-19 et avait rendu suite à la saisine du gouvernement une première contribution *Le pass sanitaire*. Pour la clôturer, le CESE reprend sa réflexion sur les crises sanitaires. La pandémie de Covid a-t-elle apporté des expériences et des enseignements utiles ? Comment notre pays réagira et s'organisera face à une nouvelle pandémie ?

Un risque avéré de crise et des facteurs aggravants

La pandémie de la Covid-19 a comptabilisé près de **168 000 décès en France** et a profondément marqué notre société par ses nombreuses conséquences encore effectives aujourd'hui avec par exemple les 2 millions de personnes affectées par des formes de Covid long. Pourtant, nous ne sommes toujours pas à l'abri. Le constat est clair, la France va inévitablement être exposée à de nouvelles crises sanitaires majeures, en raison de **facteurs aggravants et souvent corrélés** :

- changement climatique, perte de biodiversité, **zoonoses**, risques naturels, antibiorésistance...
- **pauvreté et vulnérabilités** croissantes comme l'indique Marie-Aleth Grard, ancienne présidente d'ATD Quart Monde et ancienne membre du Conseil scientifique Covid-19 auditionnée par la commission :

> *" L'impact de la pandémie de Covid-19 a été très important sur les populations les plus pauvres."*

- **géopolitique instable**, mondialisation des échanges et déplacement de populations
- **défiance institutionnelle et informationnelle** amplifiée par l'essor des réseaux sociaux et des mouvances conspirationnistes.

De plus, le **sous-investissement de la recherche** impacte fortement l'anticipation et la compréhension des risques, et obère l'amélioration des connaissances. **Le système de soin** et ses personnels peinent à retrouver leur souffle. De même, le **partage des données de santé** reste un point sensible car il doit s'inscrire dans le respect des libertés et droits fondamentaux.

La crise sanitaire a mis en évidence des **problèmes d'approvisionnement** (en médicaments, en équipement de protection individuelle...) confirmant une **vulnérabilité** non seulement nationale mais aussi européenne très préoccupante qui posent la question de l'**autonomie stratégique.**

Un chiffre parmi d'autres illustre le coût massif de la pandémie de Covid-19 juste pour l'année 2020 : **50 Md€ de dépenses publiques** (dépenses de santé, soutien aux entreprises et aux ménages) selon la Cour des comptes (Les dépenses publiques pendant la crise et le bilan opérationnel de leur utilisation , communication à la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale), Covid-19 : le coût de la crise sanitaire pour l'État | vie-publique.fr)

-> La crise a révélé une impréparation, un manque de coordination et de nombreuses failles structurelles.

Avons-nous appris de la pandémie ?

Même si l'OMS s'est accordée en mai 2025 sur un "plan pandémie", si l'Union européenne a pris des initiatives pour accroître son « autonomie sanitaire », cela va dans le bon sens mais il est nécessaire d'aller plus loin. La France a quant à elle renforcé le Centre opérationnel de régulation et de réponses aux urgences sanitaires et sociales (CORRUSS) et mené quelques actions de bilan. Les retours ont été souvent trop prématurés pour mesurer l'ensemble des impacts de la pandémie. Le travail d'analyse pour corriger et préparer reste important comme l'a souligné le Professeur Eric Caumes, infectiologue, auditionné par la Commission Affaires sociales et santé :

> *"Je ne suis pas sûr que les enseignements de la crise Covid-19 ont été bien assimilés. Il est absolument indispensable de faire un retour sur expérience."*

Face à ces crises devenues hybrides et systémiques, la gestion de ces crises se complexifiera et exigera une coordination renforcée entre tous les acteurs concernés.

-> **Alors comment se préparer aux crises à venir pour mieux décider et agir efficacement ?**

L'avis sera présenté par Gilles Bonnefond (Groupe des Non-inscrits) et Christelle Caillet (groupe de la CFDT) au nom de la Commission Affaires sociales et Santé puis soumis au vote à **l'assemblée plénière du 14 avril à 14h30.** Séance retransmise en direct sur cette page.

Retour sur la séance publique

*Ouverture de la séance **Thierry Beaudet**, président du CESE*

> *" Cinq ans après la pandémie de Covid-19, le risque serait de considérer que cette épreuve appartient au passé. Le système de santé reste marqué par des fragilités structurelles profondes : des moyens humains insuffisants, des métiers trop peu valorisés, un modèle économique encore largement fondé sur le curatif. La crise a par ailleurs aggravé les inégalités sociales et créé des ruptures dont les*

> *effets se font encore sentir. Ce projet d'avis prend le contre-pied de la tentation de l'oubli. Il tire les enseignements de la crise, sans complaisance mais sans simplification, et appelle à une préparation résolue. Le CESE affirme que la société civile organisée, ses professionnels de santé, ses associations, ses acteurs sociaux, ses partenaires sociaux, a un rôle déterminant à jouer dans cette préparation, et ne doit pas être sollicitée seulement quand la tempête est là. "*

Présentation de l'avis par les rapporteurs :
Gilles Bonnefond *(Groupe des Non-inscrits), docteur en pharmacie et vice-président de la Chambre nationale des professions libérales (CNPL) et* ***Christelle Caillet*** *(groupe de la CFDT), aide-soignante.*

> *L'ensemble des scientifiques auditionnés convergent vers un constat sans ambiguïté : les conditions actuelles n'ont jamais été aussi favorables à l'émergence de nouveaux agents pathogènes.* ***L'approche « One health »*** *une seule santé est réaffirmée dans toute sa pertinence, en soulignant l'interdépendance étroite entre santé humaine, animale, végétale et la préservation des écosystèmes qui conditionne la prévention des risques sanitaires. Il nous a également semblé essentiel de mettre en lumière les* ***professionnels de la santé****, leur remarquable capacité d'adaptation, leur aptitude à improviser, à s'organiser et à innover. Ces qualités constituent des enseignements précieux, notamment à l'heure où il est indispensable de redonner du sens au travail. Notre conviction est que* ***les citoyens doivent être considérés comme des acteurs*** *capables de contribuer pleinement à la réponse collective face à la crise. Les* ***enjeux éthiques*** *soulevés par les situations de crise doivent être anticipés. Il nous appartient de nous interroger collectivement : que sommes-nous prêts à accepter afin de maîtriser une épidémie et de protéger la population ? Il convient de les engager dès à présent, sans attendre la survenue d'une nouvelle crise,*

> *afin de disposer, le moment venu, d’un socle partagé de repères et de principes. " Christelle Caillet*

*Intervention **Professeur Mathieu Molimard**, Professeur de pharmacologie :*

> *" Le constat qui nous est rapporté est sans appel, on n'est pas prêt, on est vulnérables. Pour cela, on a noté surtout un manque d'éducation à la santé et à la science de notre population, une place importante des fausses croyances, un entrisme important des pseudo-médecines. On a une place importante du numérique qui a été un vecteur important d'informations, ça nous a servi pour nous informer en temps réel de l'évolution des connaissances mais ça a été aussi une source importante de désinformation de la population, la désinformation est plus importante sur ces réseaux que des informations de qualité. La désinformation est très bien financée, très bien organisée. En fait, les scientifiques se font harceler et les désinformateurs font des bénéfices et du business. C'est ça le danger, ils désertent l'espace public. "*

Conclusion par les rapporteurs :

> *" Cet avis trace une **voie claire et ambitieuse** : celle d’une société mieux préparée, capable de prévenir, d’anticiper et de **faire face aux crises sanitaires avec lucidité, rapidité et efficacité**. Il met en lumière des leviers concrets d’action, mais aussi une conviction forte et positive : en tirant pleinement les enseignements des crises passées, en renforçant la coopération entre acteurs et en faisant confiance aux citoyens, nous avons les moyens de construire une réponse collective pour éviter ou atténuer les crises sanitaires. Oui, c’est possible*

> *tellement les actions de solidarité dans les moments difficiles se sont spontanément mise en place. Il nous appartient désormais de transformer ces orientations en actions, sans attendre, pour aborder l’avenir avec confiance et responsabilité." Gilles Bonnefond*

Temps d'échanges et vote

© - copyright CESE - Novembre 2026